

12 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant diverses mesures en matière d'allocations et prêts d'études

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 7 novembre 1983 réglant pour la Communauté française les allocations et les prêts d'études, coordonné le 7 novembre 1983, notamment les articles 1^{er}, §§ 2, 4 et 5, 3 et 4;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 juillet 1983 fixant les conditions et les modalités d'octroi et de remboursement des prêts d'études destinés aux familles comptant au moins trois enfants à charge, en particulier son article 4;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 23 mai 1985 fixant la procédure d'introduction des demandes d'allocations d'études supérieures ainsi que les conditions de leur octroi, en particulier son article 5;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 avril 1993 fixant la condition peut aisée des candidats à une allocation d'études ainsi que les critères servant à déterminer les montants des allocations d'études;

Vu l'avis du Conseil supérieur des allocations et prêts d'études donné le 24 mars 1999;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 28 janvier 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 15 avril 1999;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 28 avril 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que les mesures en matière d'allocations et prêts d'études, en particulier celles relatives à l'indexation des montants d'allocations et des montants fixant les conditions de revenus, doivent entrer en vigueur dès l'année académique 1999-2000, l'indexation n'ayant plus été opérée depuis 1993;

Qu'il convient de porter à la connaissance des étudiants et des futures étudiants, par la voie administrative, les nouvelles règles en matière d'allocations et prêts d'études et de permettre à l'administration d'assurer l'application de ces mesures de manière correcte dès la campagne 1999-2000, ce qui requiert une longue préparation;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 10 mai 1999,

Arrête :

Section I^{re}. — Disposition modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 juillet 1983 fixant les conditions et les modalités d'octroi et de remboursement des prêts d'études destinés aux familles comptant au moins trois enfants à charge

Article 1^{er}. Dans l'article 4, § 1^{er}, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 juillet 1983 fixant les conditions et les modalités d'octroi et de remboursement des prêts d'études destinés aux familles comptant au moins trois enfants à charge, est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, il peut être consenti un prêt d'étude à une famille visée à l'article 1^{er} pour un enfant dont le handicap à plus de 66 % est reconnu conformément à la législation sociale, dans les mêmes conditions pédagogiques que celles visées à l'article 5, alinéas 5 et 6, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 23 mai 1985 fixant la procédure d'introduction de demandes d'allocations d'études supérieures ainsi que les conditions de leur octroi. »

Section II. — Dispositions modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 23 mai 1985 fixant la procédure d'introduction des demandes d'allocations supérieures ainsi que les conditions de leur octroi

Art. 2. Dans l'article 5 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 23 mai 1985 fixant la procédure d'introduction des demandes d'allocations d'études supérieures ainsi que les conditions de leur octroi, tel que complété par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 avril 1987, sont introduites les modifications suivantes :

1° les alinéas suivants sont insérés entre les alinéas 4 et 5 :

« Par dérogation aux articles 3 et 4, l'étudiant dont le handicap à plus de 66 % est reconnu conformément à la législation sociale, peut bénéficier :

1°) d'une allocation pendant cinq années académiques consécutives, quant les études supérieures qu'il entreprend ont une durée de trois ans;

2°) d'une allocation pendant six années académiques consécutives; quant les études supérieures qu'il entreprend ont une durée de quatre ans;

3°) d'une allocation pendant sept années académiques consécutives, quant les études supérieures qu'il entreprend ont une durée de cinq ans;

4°) d'une allocation pendant un nombre d'années académiques consécutives égal au nombre d'années que durent les études plus trois, quant la durée des études est supérieure à cinq ans.

Par dérogation à l'alinéa 5, les étudiants visés à l'article 27, § 7, 1°, 2°, 3°, 3bis, 6°, 7°, 8° et 9°, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, à l'article 8, § 1^{er}, 1°, 2°, 3°, 3bis, et 5°, du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et à l'article 9, § 1^{er}, 1°, 2°, 3°, 3bis, et 5°, du décret 5 août 1995 portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur, ne peuvent bénéficier d'une allocation d'études ou d'un prêt d'études. »;

2° dans l'alinéa 5, devenu alinéa 7, les mots « au sens du précédent alinéa » sont remplacés par les mots « au sens des alinéas 4, 5 et 6 ».

Section III. — Dispositions modifiant ou complétant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 avril 1993 fixant la condition peut aisée des candidats à une allocation d'études ainsi que les critères servant à déterminer les montants des allocations d'études

Art. 3. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 avril 1993 fixant la condition peut aisée des candidats à une allocation d'études ainsi que les critères servant à déterminer les montants des allocations d'études, l'alinéa 2 du 3° du § 3 est supprimé.

Art. 4. Dans le même arrêté, est inséré après l'article 1^{er}, un article 1^{er}bis rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'article 1^{er}, le candidat dont le revenu cadastral et le revenu cadastral de la personne ou des personnes qui pourvoient à son entretien ou dont il est à charge, dépassent 100 000 francs, n'a pas le droit à une allocation d'études.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er} du présent article, les revenus cadastraux, après indexation effectuée conformément à l'article 8 de la loi du 7 décembre 1988 portant réforme de l'impôt sur les revenus et modification de taxes assimilées au timbre, sont pris en compte de la manière suivante :

1° les revenus cadastraux du logement occupé par le candidat ou par la personne ou par les personnes qui pourvoient à son entretien ou dont il est à charge, et les revenus cadastraux des biens immobiliers que le candidat et la personne ou les personnes qui pourvoient à son entretien utilisent personnellement à des fins professionnelles, ne sont pas pris en compte;

2° les revenus cadastraux des autres biens immobiliers, non visés au 1°, du candidat et de la personne ou des personnes qui pourvoient à son entretien ou dont il est à charge sont propriétaires, sont pris en compte une fois.

Le montant-plancher visé à l'alinéa 1^{er} est adapté à partir de l'année budgétaire 2000, conformément à l'augmentation de l'indice visé dans l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989, de sauvegarde de la compétitivité du pays, pour le mois de décembre (base 1988) de la deuxième année civile précédant l'année pendant laquelle l'année scolaire considérée commence à l'égard de l'indice du mois de décembre (base 1988) de la troisième année civile précédant l'année pendant laquelle l'année scolaire considérée commence. »

Art. 5. L'article 2 du même arrêté est complété par les alinéas suivants :

« A partir de l'année académique 1999-2000, les montants visés à l'article 1^{er}, § 3, 1° et 2°, sont adaptés conformément à l'augmentation de l'indice visé dans l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, pour le mois de décembre (base 1988) de la deuxième année civile précédant l'année pendant laquelle l'année scolaire considérée commence, à l'égard de l'indice du mois de décembre (base 1988) de la troisième année civile précédant l'année pendant laquelle l'année scolaire considérée commence. A partir de l'année académique 1999-2000, les montants visés à l'article 1^{er}, § 2, sont adaptés conformément à l'augmentation de l'indice visé dans l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, pour le mois de novembre (base 1988) de la première année civile précédant l'année pendant laquelle l'année scolaire considérée commence, à l'égard de l'indice du mois de novembre (base 1988) de la deuxième année civile précédant l'année pendant laquelle l'année scolaire considérée commence. »

Section IV. — Dispositions exécutant partiellement, en ce qui concerne les prêts d'études, les articles 1^{er}, §§ 2 à 5, et 3, alinéas 1^{er} à 3, du décret du 7 novembre 1983 réglant, pour la Communauté française, les allocations et prêts d'études, coordonnés le 7 novembre 1983

Art. 6. Dans les conditions et limites du présent arrêté, peuvent obtenir un prêt d'études les étudiants suivants :

1°) les étudiants qui, ayant obtenu un des grades visés aux articles 15 et 18, § 2, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, à l'article 6, § 2, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques ou un grade délivré dans un établissement d'enseignement supérieur artistique ou d'enseignement artistique supérieur, souhaitent entreprendre des études visées aux articles 16 et 19 du décret du 5 août 1995 précité ou à l'article 6, §§ 5 et 6, du 5 septembre 1994 précité;

2°) les étudiants qui, ayant obtenu un des grades visés à l'article 18, §§ 1^{er} et 2, du décret du 5 août 1995 précité ou à l'article 6 du décret du 5 septembre 1994, souhaitent entreprendre des études d'un niveau égal ou des études visées aux articles 15 et 16 du décret du 5 août 1995 précité;

3°) les étudiants qui, ayant obtenu un des grades visés aux articles 15 et 16 du décret du 5 août 1995 précité, souhaitent entreprendre des études d'un niveau égal.

Art. 7. Un prêt peut être consenti aux étudiants visés à l'article 6 pour autant que le revenu des personnes qui en ont la charge ou pourvoient à son entretien, calculé conformément à l'article 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 avril 1993 fixant la condition de la charge des candidats à une allocation d'études ainsi que les critères servant à déterminer les montants d'allocations d'études, ne dépasse pas 130 % du plafond prévu à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 3^o du même arrêté, après application de l'article 1^{er} bis, de ce même arrêté.

Aucun prêt ne sera accordé à un étudiant visé à l'alinéa 1^{er} si l'ensemble des prêts d'études octroyés par le Gouvernement de la Communauté française à cet étudiant dépasse une charge en remboursement de capital de 250 000 francs.

Art. 8. Le montant du prêt d'études est fixé, selon le choix de l'étudiant visé à l'article 6 ou des personnes qui pourvoient à son entretien ou en ont la charge, à 50 000 francs ou à 80 000 francs.

Le prêt est liquidé en un seul versement au plus tard le 1^{er} février de l'année académique considérée.

Art. 9. Le taux d'intérêt est égal au rendement réel moyen brut de l'OLO 5 ans au premier jour ouvrable du mois de février de l'année civile au cours de laquelle l'année académique concernée débute moins deux pour cent. Toutefois, ce taux ne peut être supérieur à quatre pour cent l'an.

Art. 10. Le remboursement du prêt est prévu en dix semestrialités et commence le premier jour du septième mois qui suit la fin des études accomplies ou le 1^{er} octobre suivant l'année académique au cours de laquelle l'étudiant a abandonné ses études.

Les remboursements semestriels sont effectués sur un compte courant ouvert au Crédit Communal de Belgique.

Le remboursement anticipé du prêt est autorisé selon des modalités fixées par arrêté.

Art. 11. Si, à un moment quelconque de la durée du prêt, l'étudiant visé à l'article 6 ou une des personnes qui en ont la charge ou pourvoient à son entretien, décède, il sera fait remise au contractant du prêt du solde de la dette. Par solde de la dette, il faut entendre le montant débiteur du compte, sans que soient prises en compte les semestrialités échues et non payées.

Art. 12. § 1^{er}. Sur décision du Gouvernement ou de son délégué, le remboursement du prêt devient exigible dans sa totalité en cas d'obtention frauduleuse du prêt, d'erreur matérielle, volontaire ou non, ou de l'absence de paiement de deux semestrialités successives à l'échéance.

§ 2. Un intérêt de retard, dont le taux est fixé à 8 %, est réclamé :

1^o sur la totalité du montant du prêt, en cas d'obtention frauduleuse de celui-ci, et ce à dater du premier du mois suivant sa perception;

2^o sur le montant de toute semestrialité ou partie de semestrialité non remboursée, et ce à partir de la date réglementaire d'échéance de ladite semestrialité;

3^o sur le montant des deux semestrialités non soldées, en cas de non remboursement de deux semestrialités successives aux échéances, et ce à partir de la date réglementaire d'échéance de la première d'entre elles, sans préjudice des dispositions du § 1^{er} du présent article.

Le Gouvernement peut, par arrêté, modifier le taux d'intérêt de retard visé à l'alinéa 2.

§ 3. La demande de remboursement qui s'ensuit est notifiée au débiteur par lettre recommandée à la poste mentionnant :

- 1^o) les paiements faits et leur date;
- 2^o) les motifs pour lesquels le remboursement est exigé;
- 3^o) la somme totale réclamée.

§ 4. La récupération, si le débiteur ne donne aucune suite à la demande de remboursement précitée, se fera selon les procédures suivantes, dans l'ordre où elles sont mentionnées :

- 1^o) récupération sur le montant des prêts octroyés et non encore liquidés;
- 2^o) récupération par l'Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines.

§ 5. Toute procédure de recouvrement, hormis pour erreur matérielle involontaire, entraîne la suspension de l'octroi de tout nouveau prêt.

Art. 13. L'octroi du prêt et les modalités de remboursement sont subordonnés à la signature par l'étudiant d'un contrat dont le modèle est arrêté par le Gouvernement de la Communauté française.

Art. 14. La demande de prêt est faite avant le 1^{er} novembre de l'année académique pour laquelle il est demandé.

Section V. — Dispositions finales

Art. 15. Le ministre ayant les allocations et prêts d'études dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} août 1999, à l'exception de la Section IV qui entre en vigueur le 1^{er} septembre 2000.

Bruxelles, le 12 mai 1999.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique, des Sports et des Relations internationales,
W. ANCIEN

VERTALING

N. 99 — 2754

[C — 99/29432]

12 MEI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende verschillende maatregelen inzake studietoelagen en -leningen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 7 november 1983 houdende regeling voor de Franse Gemeenschap van de toekenning van de studietoelagen en -leningen, gecoördineerd op 7 november 1983, inzonderheid op de artikelen 1, §§ 2, 4 en 5, 3 en 4;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 8 juli 1983 houdende vaststelling van de voorwaarden en de wijze van toekenning en terugbetaling van de studieleningen aan gezinnen die minstens drie kinderen ten laste hebben, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 23 mei 1985 houdende vaststelling van de procedure voor het indienen van de aanvragen tot het bekomen van studietoelagen voor hoger onderwijs en van de voorwaarden voor het toekennen van die studietoelagen, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 april 1993 houdende vaststelling van de minvermogenheid van de kandidaten voor een studietoelage en van de criteria voor de bepaling van de bedragen van de studietoelagen;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor studietoelagen en -leningen, gegeven op 24 maart 1999;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 januari 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 15 april 1999;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 28 april 1999, in toepassing van artikel 84, lid 1, 2° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat de maatregelen inzake studietoelagen en -leningen, in het bijzonder deze met betrekking tot de indexering van de bedragen van de toelagen en de bedragen die de voorwaarden voor de inkomsten bepalen, in werking moeten treden vanaf het academiejaar 1999-2000, daar de indexering sinds 1993 niet meer werd doorgevoerd;

Dat de nieuwe reglementeringen inzake studietoelagen en -leningen langs de administratieve weg ter kennis van de studenten en de toekomstige studenten dienen te worden gebracht en aan de administratie de mogelijkheid dient te worden geboden op correcte manier de toepassing van die maatregelen vanaf het schoolbegin 1999-2000 te verzekeren, hetgeen een lange voorbereiding vergt;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 mei 1999,

Besluit :

Afdeling I. — Bepaling tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 8 juli 1983 houdende vaststelling van de voorwaarden en de wijze van toekenning en terugbetaling van de studieleningen aan gezinnen die minstens drie kinderen ten laste hebben

Artikel 1. In artikel 4, § 1, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 8 juli 1983 houdende vaststelling van de voorwaarden en de wijze van toekenning en terugbetaling van de studieleningen aan gezinnen die minstens drie kinderen ten laste hebben, wordt er een lid 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« In afwijking van lid 1, kan er een studielening worden toegestaan aan een gezin bedoeld bij artikel 1 voor een kind wiens handicap van meer dan 66 percent erkend is overeenkomstig de sociale wetgeving, onder dezelfde pedagogische voorwaarden als deze bedoeld bij artikel 5, leden 5 en 6, van het besluit van 23 mei 1985 houdende vaststelling van de procedure voor het indienen van de aanvragen tot het bekomen van studietoelagen voor hoger onderwijs en van de voorwaarden voor het toekennen van die studietoelagen. ».

Afdeling II. — Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 23 mei 1985 houdende vaststelling van de procedure voor het indienen van de aanvragen tot het bekomen van studietoelagen voor hoger onderwijs en van de voorwaarden voor het toekennen van die studietoelagen

Art. 2. Aan artikel 5 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 23 mei 1985 houdende vaststelling van de procedure voor het indienen van de aanvragen tot het bekomen van studietoelagen voor hoger onderwijs en van de voorwaarden voor het toekennen van die studietoelagen, zoals aangevuld bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 april 1987, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de volgende leden worden tussen lid 4 en lid 5 ingevoegd :

« In afwijking van de artikelen 3 en 4 mag de student wiens handicap van meer dan 66 percent erkend is overeenkomstig de sociale wetgeving de volgende voordelen genieten :

1°) een toelage gedurende vijf opeenvolgende academiejaren wanneer de hogere studies die hij aanvat drie jaar lang duren;

2°) een toelage gedurende zes opeenvolgende academiejaren wanneer de hogere studies die hij aanvat vier jaar lang duren;

3°) een toelage gedurende zeven opeenvolgende academiejaren wanneer de hogere studies die hij aanvat vijf jaar lang duren;

4°) een toelage gedurende een aantal opeenvolgende academiejaren dat gelijk is aan het aantal jaren die de studies in beslag nemen plus drie, wanneer de studies langer dan vijf jaar duren.

In afwijking van lid 5, kunnen de studenten bedoeld bij artikel 27, § 7, 1°, 2°, 3°, 3 bis, 6°, 7°, 8° en 9° van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, bij artikel 8, § 1, 1°, 2°, 3°, 3bis, en 5° van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, en bij artikel 9, § 1, 1°, 2°, 3°, 3bis en 5° van het decreet van 5 augustus 1995 houdende verschillende maatregelen inzake hoger onderwijs, geen studietoelage of -lening genieten. »

2° in lid 5, dat lid 7 is geworden, worden de woorden « in de zin van vorig lid » vervangen door de woorden « in de zin van de leden 4, 5 en 6 ».

Afdeling III. — Bepalingen tot wijziging of aanvulling van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 april 1993 houdende vaststelling van de minvermogenheid van de kandidaten voor een studietoelage en van de criteria voor de bepaling van de bedragen van de studietoelagen.

Art. 3. In artikel 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 april 1993 houdende vaststelling van de minvermogenheid van de kandidaten voor een studietoelage en van de criteria voor de bepaling van de bedragen van de studietoelagen, wordt lid 2 van 3° van § 3 afgeschaft.

Art. 4. In hetzelfde besluit wordt er na artikel 1 een artikel 1 bis ingevoegd, luidend als volgt :

In afwijking van artikel 1 kan de kandidaat wiens kadastraal inkomen en het kadastraal inkomen van de persoon of de personen die instaan voor zijn onderhoud of ten laste van wie hij valt hoger liggen dan 100 000 frank, geen aanspraak maken op een studietoelage.

Voor de toepassing van lid 1 van dit besluit wordt er met de kadastrale inkomens na indexering uitgevoerd overeenkomstig artikel 8 van de wet van 7 december 1988 houdende hervorming van de inkomstenbelasting en wijziging van de met het zegel gelijkgestelde taksen op volgende manier rekening gehouden :

1° de kadastrale inkomsten van de woning bezet door de kandidaat of door de personen die instaan voor zijn onderhoud of ten laste van wie hij valt en de kadastrale inkomsten van de onroerende goederen die de kandidaat en de persoon of de personen die instaan voor zijn onderhoud persoonlijk in gebruik nemen voor beroepsbezigheden worden niet in rekening genomen;

2° de kadastrale inkomsten van de andere onroerende goederen, niet bedoeld bij 1°, waarvan de kandidaat en de persoon of de personen die instaan voor zijn onderhoud of ten laste van wie hij valt, eigenaar zijn, worden eenmaal in rekening genomen.

Het minimumbedrag bedoeld bij lid 1 wordt aangepast vanaf het begrotingsjaar 2000, overeenkomstig de verhoging van de index bedoeld bij het koninklijk besluit van 24 december 1993 houdende uitvoering van de wet van 6 januari 1989 houdende vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, voor de maand december (basis 1988) van het tweede burgerlijk jaar dat aan het jaar voorafgaat waarin het schooljaar waarvan sprake aanvangt t.o.v. de index van de maand december (basis 1988) van het derde burgerlijk jaar dat aan het jaar voorafgaat waarin het betrokken schooljaar aanvangt ».

Art. 5. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt met de volgende leden aangevuld :

« Vanaf het academiejaar 1999-2000 worden de bedragen bedoeld bij artikel 1, § 3, 1° en 2° aangepast overeenkomstig de verhoging van de index bedoeld bij het koninklijk besluit van 24 december 1993 houdende uitvoering van de wet van 6 januari 1989 houdende vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, voor de maand december (basis 1988) van het tweede burgerlijk jaar dat aan het jaar voorafgaat waarin het schooljaar waarvan sprake aanvangt t.o.v. de index van de maand december (basis 1988) van hetzelfde burgerlijk jaar dat het jaar voorafgaat waarin het betrokken schooljaar aanvangt.

Vanaf het academiejaar 1999-2000 worden de bedragen bedoeld bij artikel 1, § 2 aangepast overeenkomstig de verhoging van de index bedoeld bij het koninklijk besluit van 24 december 1993 houdende uitvoering van de wet van 6 januari 1989 houdende vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, voor de maand december (basis 1988) van het tweede burgerlijk jaar dat het jaar voorafgaat waarin het schooljaar waarvan sprake aanvangt t.o.v. de index van de maand december (basis 1988) van het tweede burgerlijk jaar dat het jaar voorafgaat waarin het betrokken schooljaar aanvangt ».

Afdeling IV. — Bepalingen tot gedeeltelijke uitvoering, wat de studieleningen betreft, van de artikelen 1, §§ 2 tot 5, leden 1 tot 3, van het decreet van 7 november 1983 houdende regeling voor de Franse Gemeenschap van de toekenning van de studietoelagen en -leningen, gecoördineerd op 7 november 1983

Art. 6. Onder de voorwaarden en binnen de perken van dit besluit kunnen de volgende studenten een studielening bekomen :

1°) de studenten die na het behalen van een van de graden bedoeld bij de artikelen 15 en 18, § 2 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, bij artikel 6, § 2 van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden of een graad uitgereikt in een instelling voor kunsthoger onderwijs of voor hoger kunstonderwijs, studies wensen aan te vatten bedoeld bij de artikelen 16 en 19 van voormeld decreet van 5 augustus 1995 of bij artikel 6, §§ 5 en 6 van voormeld decreet van 5 september 1994;

2°) de studenten die na het behalen van een van de graden bedoeld bij artikel 18, §§ 1 en 2 van voormeld decreet van 5 augustus 1995 of bij artikel 6 van het decreet van 5 september 1994 studies van een gelijk niveau wensen aan te vatten of studies bedoeld bij de artikelen 15 en 16 van voormeld decreet van 5 augustus 1995;

3°) de studenten die na het behalen van een van de graden bedoeld bij de artikelen 15 en 16 van het voormeld decreet van 5 augustus 1995 studies van een gelijk niveau wensen aan te vatten.

Art. 7. Er kan een lening worden toegestaan aan de studenten bedoeld bij artikel 6, voor zover het inkomen van de personen die hen ten laste hebben of die instaan voor hun onderhoud, berekend overeenkomstig artikel 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 april 1993 houdende vaststelling van de minvermogensgrens van de kandidaten voor een studietoelage en van de criteria voor de bepaling van de bedragen van de studietoelagen niet hoger ligt dan 130 procent van het maximumbedrag bepaald bij artikel 1, § 1, 3° van hetzelfde besluit, na toepassing van artikel 1bis, van datzelfde besluit.

Geen enkele lening zal aan een in lid 1 bedoelde student toegekend worden indien al de studieleningen samen die door de Regering van de Franse Gemeenschap aan die student zijn toegekend een last van 250 000 frank als kapitaalaflossing overschrijdt.

Art. 8. Het bedrag van de studielening is volgens de keuze van de student bedoeld bij artikel 6 of de personen die instaan voor zijn onderhoud of die hem ten laste hebben op 50 000 of 80 000 frank vastgesteld.

De lening wordt uiterlijk 1 februari van het betrokken academiejaar in een enkele storting uitbetaald.

Art. 9. Het intrestcijfer is gelijk aan het gemiddelde van de werkelijke bruto-opbrengst van de OLO 5 jaar op de eerste werkdag van februari van het burgerlijk jaar tijdens hetwelk het betrokken academiejaar aanvangt, min twee procent. Dit cijfer mag evenwel niet hoger liggen dan vier procent per jaar.

Art. 10. De terugbetaling van de lening is voorzien in tien semestrialiteiten en begint de eerste dag van de zevende maand die volgt op het einde van de aangevatte studies of op 1 oktober die volgt op het academiejaar tijdens hetwelk de student zijn studies heeft opgegeven.

De semestriële terugbetalingen worden gestort op een lopende rekening bij het Gemeentekrediet van België.

De vervroegde terugbetaling van de lening is toegelaten volgens de modaliteiten bepaald bij besluit.

Art. 11. Indien op een gegeven ogenblik tijdens de duur van de lening, de student bedoeld bij artikel 6 of een van de personen die hem ten laste hebben of die instaan voor zijn onderhoud overlijdt, wordt de onderschrijver van de lening kwijt gescholden van het saldo van de schuld. Onder saldo van de schuld dient verstaan het debetbedrag van de rekening, zonder de vervallen en niet betaalde semestrialiteiten in rekening te nemen.

Art. 12. § 1. Bij beslissing van de Regering of van haar gemachtigde, wordt de terugbetaling van de lening opeisbaar in haar geheel in geval de lening frauduleus werd bekomen, er een materiële al dan niet vrijwillige vergissing werd begaan, of wanneer twee opeenvolgende semestrialiteiten op termijn niet werden gestort.

§ 2. Er wordt een achterstallig intrest geëist, waarvan het cijfer op 8 procent is vastgesteld :

1° op de totaliteit van het bedrag van de lening, indien deze frauduleus werd bekomen, en dit vanaf de eerste van de maand die volgt op haar ontvangst;

2° op het bedrag van elke niet terugbetaalde semestrialiteit of gedeelte ervan, en dit vanaf de reglementaire datum van de vervaldag van bedoelde semestrialiteit;

3° op het bedrag van de twee niet vereffende semestrialiteiten, indien twee opeenvolgende semestrialiteiten niet op termijn werden terugbetaald, en dit vanaf de reglementaire datum van verval van de eerste ervan, onverminderd de bepalingen van § 1 van dit artikel.

Bij besluit kan de Regering het in lid 2 bedoeld cijfer voor achterstallig intrest wijzigen.

§ 3. Het verzoek om terugbetaling die er uit voortvloeit wordt bij aangetekende brief medegedeeld aan de schuldenaar met vermelding van :

- 1° de uitgevoerde betalingen en de datum ervan;
- 2° de redenen waarvoor de terugbetaling wordt geëist;
- 3° het totaal teruggevorderd bedrag.

§ 4. De terugvordering, indien de schuldenaar geen gevolg geeft aan het voormeld verzoek om terugbetaling, wordt volgens de volgende procedures uitgevoerd, in de orde waarin zij vermeld worden :

- 1° terugvordering op het bedrag van de leningen die reeds toegekend maar nog niet uitbetaald werden;
- 2° terugvordering door het Bestuur van BTW, Registratie en Domeinen.

§ 5. Elke procedure tot invordering, behoudens voor onvrijwillige materiële vergissing, heeft de opschorting van de toekenning van elke nieuwe lening voor gevolg.

Art. 13. De toekenning van de lening en de modaliteiten voor de terugbetaling hangen af van de ondertekening door de student van een contract waarvan het model door de Regering van de Franse Gemeenschap vastgesteld is.

Art. 14. De aanvraag om lening wordt ingediend vóór 1 november van het academiejaar waarvoor het wordt aangevraagd.

Afdeling V. — Slotbepalingen

Art. 15. De Minister tot wiens bevoegdheid de studietoelagen en -leningen behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 16. Dit besluit treedt in werking op 1 augustus 1999, behoudens afdeling IV die op 1 september 2000 in werking treedt.

Brussel, 12 mei 1999.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN